International Meat Secretariat
www.meat-ims.org | 581 | août 2017

CONTENTS

- La balance du commerce mondial de la viande est-elle susceptible de varier?
- GASL alliance pour un élevage durable; réunion en Ethiopie
- Omniprésence de l'eau – Comment la réglementer ?
- Congrès Mondial de la Viande 2018 de l'OIV

La balance du commerce mondial de la viande est-elle susceptible de varier?

Le second après-midi de l'atelier Économie de l'OIV a porté sur le commerce mondial: gérer l'évolution de l'environnement politique face au commerce en général ainsi que les incidences pour le secteur de la viande.

Les présentations et les débats ont couvert des domaines tels que les tendances croissantes en faveur du protectionnisme, la politique de «l'Amérique d'abord» adoptée par la nouvelle administration américaine, et la décision de «Brexit» du Royaume-Uni. Quatre présentations ont eu lieu au cours de cette session:

- Brian Revell - Professeur émérite d'Économie agroalimentaire à l'université Harper Adams (Royaume-Uni);
- Alan Matthews - Professeur émérite de Politique agricole européenne au Trinity College de Dublin (Irlande);
- Dave Juday - Analyste confirmé auprès de World Perspectives, Inc., basé à Washington DC;
- Joel Haggard - Vice-président senior - Région Asie-Pacifique, US Meat Export Federation, basé à Hong-Kong.

Ralentissement de la croissance du commerce mondial de la viande

Si l'on regarde les tendances historiques du commerce mondial de la viande, on constate une augmentation annuelle de près de 6% au cours des 30 dernières années, même si le rythme de la hausse s'est ralenti ces dernières années. La croissance la plus forte a été enregistrée par la volaille (+ 7,2%) et la viande porcine (+ 6,5%) ; pour le bœuf et le veau (+ 4%) et la viande ovine (+1,3%), la hausse a été moins marquée. Cette croissance a eu pour effet que le commerce représente désormais globalement près de 10% de la production mondiale contre seulement 4% en 1985. Cette augmentation majeure des échanges a eu lieu bien que les taux de droit NPF (Nation la plus favorisée) pour le commerce de bétail et de viande soient restés relativement élevés; toutefois, l'accord de l'Uruguay Round dans le cadre du GATT dans les années 1990, combiné à toute une série d'accords commerciaux régionaux et d'accords de libre-échange ces dernières années, a eu pour conséquence qu'une grande partie des échanges se sont déroulés à des taux de droit inférieurs ou égaux à zéro - de plus en plus en lien avec les contingents tarifaires. Dans le même temps, nombre des grands pays importateurs se sont écartés des nouvelles politiques de distorsion du commerce; malgré cela, les obstacles non tarifaires continuent de nuire au commerce dans certaines régions clés.

S'orienter vers un plus grand protectionnisme pourrait



I.M.S.
5 rue Lespagnol
75020 Paris
FRANCE

Tel:
33 (0)1 44 93 60 20

Fax:
33 (0)1 44 93 60 01

Editor: Hsin Huang
© I.M.S. Tous droits réservés

La reproduction, totale ou partielle, de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque procédé que ce soit, est interdite sans l'autorisation préalable de l'OIV.

www.meat-ims.org

avoir des conséquences sur le commerce mondial de la viande.

En ce qui concerne le commerce mondial, les groupes de pression et les décideurs remettent de plus en plus en question les avantages de la mondialisation et d'un libre-échange accru; bien qu'ils soient encore nombreux à accepter que la libéralisation des échanges ait stimulé la croissance économique mondiale, les avantages n'ont pas toujours eu des retombées pour tous les secteurs de la société. Les économistes traditionnels soutiennent qu'un protectionnisme renforcé n'est pas la réponse à ce problème; la solution devrait au contraire impliquer des améliorations en termes de politiques fiscales et sociales assorties de mesures structurelles efficaces telles que des programmes de recyclage, qui permettraient une redistribution plus équitable de la hausse de la croissance économique. En outre, les exportateurs traditionnels de certains petits pays n'ont pas autant tiré parti de la baisse générale des barrières commerciales ces dernières années - en raison de l'avantage que tirent les pays et les blocs régionaux plus puissants comme les États-Unis et l'Union européenne lors de la négociation des accords de libre-échange.

Le Brexit pourrait avoir des incidences importantes pour certains pays exportateurs de viande

Les conséquences du Brexit sur le commerce international de la viande sont encore très incertaines. Pour autant, il est clair qu'elles seront importantes compte tenu du fait que la valeur totale des importations et exportations britanniques de viande et de bétail s'élève à près de 10 milliards USD. Après le référendum britannique, les marchés ont immédiatement réagi par une chute de la livre de 10% par rapport à l'euro et, à la mi-juillet 2017, sa valeur s'était dépréciée de 13% depuis la mi-juin 2016. Le Royaume-Uni a déclenché l'Article 50 du Traité de Lisbonne fin mars, ce qui devrait se traduire par une sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne à la fin du mois de mars 2019, sauf accord unanime entre les parties pour prolonger ce délai. À l'approche des négociations, l'Union des 27 a, sans surprise, adopté l'opinion selon laquelle un pays qui décide de quitter l'UE ne doit pas bénéficier des mêmes avantages que ceux dont jouissent un État membre existant. Le Royaume-Uni a fait part de son intention de quitter le marché unique européen et de ne pas être membre de la politique commerciale commune de l'UE ni d'être lié aux tarifs extérieurs communs européens. Cela lui permettrait de créer ses propres taux de droit NPF et de conclure des accords de libre-échange avec des pays tiers.

Les complications indéniables des négociations ont conduit à l'hypothèse que la «date du Brexit» pourrait devoir être reportée au-delà de mars 2019. Même si cela n'est pas le cas, il semble probable que des dispositions transitoires soient nécessaires avant que les conséquences commerciales du Brexit aient un impact sur le Royaume-Uni et les autres pays de l'UE. Il existe toutefois des incidences potentiellement importantes à long terme pour le secteur britannique de la viande et de l'élevage – avec des inquiétudes particulières pour les filières ovine et bovine britanniques: de même qu'il existe des conséquences majeures pour les exportateurs européens de viande bovine et porcine vers le RU, ne fût-ce que parce qu'il semble probable que des pays tiers représenteront une part plus grande des importations de viande britannique dans les années à venir au détriment des fournisseurs européens actuels.

Trop tôt pour évaluer l'impact de la politique de «l'Amérique d'abord»

Il est encore trop tôt pour évaluer l'impact commercial de la politique de «l'Amérique d'abord» du président Trump. Le président a, à ce jour, retiré les États-Unis du Partenariat transpacifique (TPP), et exprimé son souhait de renégocier l'ALENA – l'accord de libre-échange entre les États-Unis, le Canada et le Mexique, qui a été conclu au milieu des années 1990. Il a également demandé des rapports sur les importants déficits commerciaux des États-Unis et les barrières commerciales. Son approche de la politique commerciale consiste à favoriser les accords de commerce bilatéraux plutôt que les accords multipartites; dans ce contexte, l'intérêt en faveur d'accords de libre-échange avec le Japon et le Royaume-Uni (même si tout accord entre le RU et les États-Unis devra attendre que le RU sorte de l'UE) s'est fait jour de bonne heure.

Deux autres facteurs sont à prendre en compte: ***d'abord*** les contraintes imposées à l'action du président qui peuvent s'appliquer au Congrès américain; en vertu de l'Article 1 de la Section 8 de la Constitution des États-Unis, le Congrès a compétence en matière de commerce international. De plus, bien que le Congrès puisse déléguer le pouvoir de négociation au président pour les négociations commerciales dans le cadre du *Trade Promotion Authority* (TPA), cette délégation comporte des limites spécifiques. En outre, s'il est vrai que les Républicains sont majoritaires actuellement au Sénat et à la Chambre des représentants, des élections doivent avoir lieu au Congrès à la fin de l'année prochaine. ***Ensuite***, historiquement, il faut de trois à quatre ans pour négocier des accords commerciaux; avec un mandat présidentiel de quatre ans, le nombre d'accords de libre-échange obtenus avant la fin de son mandat pourrait être limité.

Le dernier plan quinquennal de la Chine définit les priorités politiques

L'évolution mondiale du commerce de la viande ces dernières années a été dominée par la croissance des importations à destination de la Chine. Les importations totales de viande en 2016, y compris les importations à Hong-Kong, ont été supérieures de 50% par rapport à il y a cinq ans et représentent désormais plus de 20% du commerce mondial. Les politiques chinoises à venir en matière de production animale et de commerce sont par conséquent extrêmement importantes pour

les grands acteurs mondiaux. Le dernier plan quinquennal de la Chine (2016 – 2020) fait la lumière sur les priorités pour le secteur de la viande et de l'élevage. Les principes fixés pour le secteur agricole portent sur sept domaines: la sécurité alimentaire, l'assistance intérieure, le commerce agricole, la sécurité sanitaire des denrées alimentaires, les améliorations environnementales, les applications technologiques améliorées, et les améliorations de la qualité de vie en zone rurale. La concentration dans sa politique intérieure sur les réformes agricoles côté approvisionnement, la protection environnementale, et la sécurité sanitaire est particulièrement intéressante.

S'agissant du commerce, le plan cherche à éviter une dépendance excessive vis-à-vis des importations mais, dans le même temps, il aspire à «construire des sites de production à l'étranger» en plus de poursuivre le programme dit *One Belt, One Road* (OBOR) (une ceinture, une route). À Davos, le président Xi a souligné que «la Chine a à cœur de conclure des accords de libre-échange ouverts, transparents et 'gagnants-gagnants' et refuse de former des groupes exclusifs fragmentés par nature». Il vise également à obtenir l'accord pour le Partenariat économique régional global (*Regional Comprehensive Economic Partnership*, RCEP), qui devrait inclure les pays de l'ANASE ainsi que la Chine, le Japon, la Corée du Sud, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. En bref, on devrait s'orienter vers un accès renforcé aux importations de viande en Chine.

Prochain atelier Économie prévu en Argentine

L'atelier s'est conclu par une visite, en début de matinée, du célèbre marché international de Rungis, en banlieue parisienne.

Les retours des participants à l'atelier Économie ont été exceptionnellement positifs et nous ne pouvons manquer de féliciter nos hôtes, Inaporc, Interbev, IFIP et Idele, pour l'organisation de cet événement très réussi. Pour l'heure, il est prévu d'organiser le prochain atelier Économie de l'OIV en Argentine en 2019.

Bob Bansback
Conseil consultatif de l'OIV

GASL alliance pour un élevage durable; réunion en Ethiopie

La 7ème session de la plateforme multipartite du Programme mondial pour un élevage durable (en anglais, Global Agenda for Sustainable Livestock, *GASL) s'est tenue à Addis Abeba du 8 au 12 mai 2017. L'organisme d'accueil était l'*International Livestock Research Institute *(ILRI).*

Après la réunion à Panama de l'année passée, le GASL avait choisi de placer l'avenir de l'élevage parmi les objectifs du programme des Nations Unies. Cette année, le GASL avait choisi de présenter les pratiques d'un élevage durable avec, entre autres, les programmes «Carbon Dairy» et «Beef Carbon» que j'ai présentés.

Beaucoup d'autres initiatives ont été présentées, comme d'autres programmes d'évaluation de la durabilité tels que GLEAM, RISE, IMPACT développés par la FAO ou l'ILRI (à voir sur le site web du GASL, www.livestockdialogue.org). Mais il y a eu aussi des présentations très différentes:

- programmes Élevages africains en 2050;
- programme d'éradication de la peste chez les petits ruminants;
- augmentation de la valeur des prairies pour intensifier la production bovine au Vietnam;
- programme laitier pour l'Asie;
- programmes sur les prairies et les systèmes d'élevage nomade ou transhumants;

Une journée a encore été consacrée aux Objectifs de développement durable (ODD) pour définir les axes de travail du GASL avec les objectifs de réduction de la faim, de réduction de la pauvreté, les actions pour le climat, la nourriture saine, et l'importance des femmes dans l'élevage. Au GASL, le développement de l'élevage reste prioritaire et ses cibles principales sont les pays en voie de développement même si les problématiques des pays développés commencent à émerger (par exemple, revenus et programme de réduction des gaz à effet de serre).

Une session plus axée sur l'Afrique de l'Est s'est aussi tenue. Beaucoup d'investissements commencent à se réaliser avec les Indiens ou des compagnies liés au marché du Moyen-Orient. Éthiopie, Botswana, et Namibie sont des exportateurs locaux ou régionaux et ont des programmes de développement pour l'export ou le marché local.

Le souci d'un élevage durable sur tous les plans (économique,

environnemental, social), avec le rôle essentiel des femmes et l'élevage ou la production végétale, fait l'objet de discussions à haut niveau car l'élevage dans cette région représente une part importante de l'activité économique de ces pays. Une agricultrice productrice de porcs en Ouganda a très intelligemment parlé du prix des produits de l'élevage et de la rémunération des éleveurs ainsi que du rôle des femmes dans le secteur de l'élevage.

Un programme de visites a permis de découvrir l'Éthiopie avec des fermes, des laiteries ou des abattoirs très intégrés dans le développement local avec d'autres agriculteurs. Beaucoup d'investisseurs sont Indiens ou sont des Fondations, et ont intégré des solutions climat : fumiers compostés pour maraîchage, biogaz, irrigation maîtrisée avec recyclage des eaux d'abattoir, etc. Le régime d'appropriation ou de répartition des terres a été longuement évoqué lors de ces visites.

Lors de la réunion de «cluster», le secteur privé a proposé d'intégrer les investisseurs dans cette plate-forme GASL car ce sont des acteurs du développement au même titre que les gouvernements et l'argent privé investi semble plus efficace. Nous, le secteur privé, voulons axer notre intervention sur les services rendus par l'élevage durable afin d'en montrer l'intérêt avec la diminution de la faim et de la pauvreté mais aussi augmentation du PIB et l'apport de devises grâce aux exportations, et donc faire venir de l'argent dans le secteur de l'élevage pour investir dans notre secteur qui doit se développer ou renouveler ses acteurs (élevages et industries agroalimentaires).

Lors de la réunion du «cluster» donateurs (dont la Confédération nationale de l'élevage, CNE, fait partie), l'accent a été mis sur la nécessité de trouver d'autres donateurs. Les gouvernements donateurs sont la Suisse, la France, le Canada, et les Pays-Bas. La CNE est le premier donateur du secteur privé.

Était aussi présente la Fondation Bill And Melina Gates, qui semble intéressée par le GASL.

Un forum des actions GASL a eu lieu à l'ILRI sous forme de «foires» en plein air où les organismes présents ou invités présentaient leurs actions ou programmes. Au-delà de celles qui avaient été présentées en salle (dont les fermes Bas Carbone en France), l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) ou le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD) ont présenté leurs actions. D'autres entités comme NESTLE ou USAID ont ainsi présenté leur programme ainsi que des fondations et d'autres organismes de recherche. Cette présentation sous forme de rencontres et de discussions s'est révélée très efficace, mais pose le problème de la labellisation des actions GASL et du rôle de l'ILRI auprès du GASL.

Lors de la réunion du comité directeur, dont l'OIV et la CNE font partie, il a été décidé du prochain séminaire en 2018 en Mongolie. Celui de 2019 reste à décider, entre la France, la Suisse et la Norvège.

Les différents *Action Networks* (réseaux d'action actuels) ont été discutés:

- Combler l'écart en matière d'efficacité énergétique (*Closing efficiency gap*): technologies pour augmenter les ressources naturelles
- Redonner de la valeur aux prairies (*Restoring value to grasslands*): des prairies pour mieux nourrir les animaux et stocker le carbone, protéger la biodiversité et l'eau, etc.
- Valoriser les déchets (*Waste to worth*): recyclage des effluents, biogaz et composts
- Systèmes sylvopastoraux (*Silvo-pastoral systems*): élevage en sylvopastoralisme et agroforesterie
- Partenariat des producteurs laitiers en Asie (*Dairy Asia Partnership*): construction d'un élevage laitier durable en Asie
- Partenariat pour l'évaluation et la performance environnementale de l'élevage (*LEAP*): évaluation et performance d'un élevage durable

Ont aussi été évoqué l'antibiorésistance, et la nécessité de mettre en place un groupe sur l'élevage et le développement social et de renforcer les programmes consacrés aux prairies. L'étude du programme «bien-être animal» a été reportée.

Un débat sur la communication a eu lieu avec la volonté de renforcer le numérique et d'autres réseaux (Facebook, Tweeter, LinkedIn). J'ai proposé d'étudier la relation et la communication avec les éleveurs. Étant un des rares éleveurs présents dans ces instances, je trouve qu'il faut travailler avec les éleveurs qui sont des acteurs incontournables et efficaces de ces actions. Nous devons donc faire des propositions, ce qui peut renforcer notre présence et notre poids dans ces instances très politiques, et internationales.

Emmanuel Coste
Président du comité Ovins de l'Office International de la Viande

Omniprésence de l'eau – Comment la réglementer ?

Une des mesures de l'ère Obama visant à définir les « eaux des États-Unis » est aujourd'hui dénigrée par le secteur de la viande, les groupes commerciaux, et Trump.

La loi sur l'air propre de 1970 (*Clean Air Act*) et la loi sur la qualité de l'eau de 1972 (*Clean Water Act*) constituent les deux lois fondatrices de la protection de l'environnement aux États-Unis. Chacune d'elle a été reconnue par les scientifiques, les ingénieurs, les observateurs politiques, les écologistes, et les hommes politiques comme ayant permis de nettoyer des centaines de rivières et de lacs et de réduire les problèmes liés aux émissions, comme les pluies acides. D'autres estiment cependant que les deux lois vont trop loin au niveau de la réglementation fédérale et lient les mains des entreprises et de l'industrie manufacturière. Les deux lois sont administrées par l'Agence américaine pour la protection de l'environnement (EPA).

De ces deux lois, celle sur l'air propre n'a qu'une incidence superficielle sur le secteur américain de la viande. La loi sur la qualité de l'eau exerce en revanche une influence majeure. Non seulement elle réglemente les émissions de fluides des usines de viande et des unités de production animale, mais elle régit également les bassins de traitement des eaux usées ainsi que les zones humides susceptibles d'occuper les terrains d'une exploitation de viande. En 2015, la loi a été modifiée par ce que l'on appelle la législation sur les Eaux propres des États-Unis (WOTUS), qui a grandement élargi la manière dont la loi sur la qualité de l'eau pouvait servir à réglementer les voies navigables, les zones humides, les rivières, les étangs, les lacs et même les ruissellements des eaux d'orage.

Cet été pourtant, l'administration Trump et l'administrateur de l'EPA, Scott Pruitt, qui ont fortement critiqué le projet WOTUS ainsi que nombre d'autres lois environnementales, ont choisi de suspendre le projet WOTUS et de réintégrer dans la loi sur la qualité de l'eau ses limites antérieures à 2015.

Tenir une promesse de campagne

Le choix a été largement approuvé par le secteur de la viande, en particulier par les éleveurs. «Enfin, les propriétaires terriens américains seront autorisés à gérer de nouveau correctement leurs terres et leurs eaux, en faisant preuve de bon sens et en utilisant des pratiques de gestion environnementale sans ingérence du gouvernement,» commente Amanda Radke au début de son article paru dans *BEEF Daily*. «Même si les Américains peuvent être agacés par les tweets imprévisibles et absurdes du président Donald Trump, les paysans et les éleveurs peuvent être heureux de savoir qu'au moins il tient sa promesse de campagne de mettre un terme au projet WOTUS.»

La *National Cattlemen's Beef Association* (NCBA) a également loué les efforts visant à mettre un terme au projet WOTUS. «Il s'agit d'un nouveau grand pas dans la bonne direction, et l'administration mérite d'être saluée pour avoir injecté une dose de bon sens si nécessaire dans les politiques environnementales de notre pays,» a commenté le président de la NCBA, Craig Uden, lorsque le projet de l'EPA de redéfinir le programme WOTUS a été annoncé fin juin. «Il est important cependant de se souvenir que cette mesure n'est pas encore morte. Le processus d'élaboration se poursuit, et la NCBA présentera et sollicitera des commentaires additionnels au nom des éleveurs américains afin qu'ils obtiennent la raison et la clarté dont ils ont besoin à l'égard de la politique d'utilisation des terres.»

Les législateurs républicains soutiennent eux aussi fermement la fin du projet WOTUS. «WOTUS n'a jamais concerné la qualité de l'eau, il s'agissait d'étancher l'insatiable soif de pouvoir de l'EPA d'Obama. Eh bien, c'est fini maintenant,» a déclaré K. Michael Conway, un Républicain du Texas qui préside la Commission de l'agriculture de la Chambre des représentants. «L'annonce faite aujourd'hui par l'EPA est un premier pas important pour faire sortir le gouvernement fédéral des jardins, champs et fossés de l'Amérique et restaurer la certitude et l'intégrité de notre processus de réglementation.»

Deux mots

Pourquoi donc tant de venin dirigé contre des mesures visant à nettoyer les eaux de l'Amérique, lesquelles, avant la loi sur la qualité de l'eau, étaient si polluées dans certaines régions que des lacs et rivières ont réellement pris feu ? Le texte de la loi d'origine demandait à l'EPA d'utiliser le pouvoir juridique de la loi pour nettoyer les «eaux navigables». Même si les petits cours d'eau, y compris les ruisseaux et les petites rivières, finissent toujours dans des étendues d'eau plus grandes, le pouvoir de l'EPA de réglementer les petits cours d'eau n'a jamais été clair, jusqu'à ce que le projet WOTUS devienne une loi. Bien que le projet WOTUS n'inclut pas de véritables nouvelles règles, il donne à l'EPA le pouvoir d'appliquer les règles de la loi sur la qualité de l'eau afin de réglementer environ 60 pour cent des ruisseaux et zones humides des États-Unis, un large pouvoir

de contrôler l'eau potable de plus de 117 millions de personnes, soit environ un tiers de la population des États-Unis.

L'agriculture et les groupes commerciaux se sont plaints que la définition du projet WOTUS pouvait même s'appliquer aux fossés de drainage et d'irrigation des terres privées, ainsi qu'aux eaux pluviales ruisselant des toits. Le secteur de la viande consomme beaucoup d'eau, de l'élevage des animaux au lavage des usines de viande, et estime, de manière générale, qu'il est préférable d'avoir moins de réglementations que plus.

En réalité, le projet WOTUS a fait son apparition pour expliciter une décision de la Cour suprême des États-Unis. «Derrière la bataille qui opposent des enjeux forts se cachent deux mots, écrits par un juge unique [de la Cour suprême américaine] en 2006. Il s'agit de 'lien important (*significant nexus*)' prononcés par Anthony Kennedy — le vote décisif lors d'une décision confuse 4-1-4 qui a obligé le gouvernement à repenser sa façon de contrôler la pollution de l'eau,» a rapporté la publication en ligne *Politico* en mai dernier. «Il laissait entendre que le gouvernement devrait se limiter à réglementer les eaux qui ont un 'lien important' avec les principales voies de navigation.

Et pour définitifs que ces mots puissent sonner, le vrai problème était – et est toujours – que personne n'a jamais vraiment su ce qu'ils étaient censés signifier.» Le projet WOTUS a ensuite été conçu pour rendre ces termes clairs.

Comme l'indique le magazine *Audubon*, «L'EPA sous l'administration Obama soutenait que la règlementation rendrait la vie plus simple pour les entreprises, dans la mesure où des définitions plus claires leur permettraient de mieux comprendre les questions réglementaires impliquées. En outre, il ne modifiait en rien la règlementation pour l'agriculture, n'ajoutant aucune nouvelle exigence.» Mais Trump était en désaccord, et l'ordre exécutif qu'il signa en février pour démanteler le projet WOTUS « préconise une politique qui créé un équilibre entre le maintien de la pollution hors des voies navigables et la 'promotion de la croissance économique' et la 'réduction de l'incertitude réglementaire.'»

Le paradoxe final

Vers la fin juillet, l'EPA a finalement annoncé sa proposition de règlementation visant à annuler le projet WOTUS, et la publication de la proposition a marqué le compte à rebours de la période de commentaires de 30 jours, que les groupes écologistes partisans du WOTUS ont estimé bien trop courte pour fournir des commentaires avisés. Néanmoins, «Il s'agit de la première étape d'un processus en deux étapes pour redéfinir les 'eaux des États-Unis,' et nous sommes déterminés à passer par cette réévaluation pour apporter rapidement de la certitude réglementaire, d'une manière réfléchie, transparente et collaborative avec d'autres agences et le public,» a indiqué l'administrateur de l'EPA, Scott Pruitt, lors de la publication de la proposition le 26 juillet.

Paradoxalement, l'effet net sur les exploitations de viande, les producteurs de bétail, les paysans, les éleveurs, et toutes les autres personnes aux États-Unis sera négligeable si le projet WOTUS est effacé des textes de loi. Dès que le projet WOTUS a été adopté, une avalanche de poursuites a tenté de le réduire à néant, et parmi ces poursuites, un juge a ordonné une suspension du projet WOTUS. À la suite de cette suspension, le projet WOTUS n'a jamais pris effet depuis 2015.

Steve Bjerklie, Collaborateur à la rédaction, magazine *Meat & Poultry*; correspondant à *The Economist*

Congrès Mondial de la Viande 2018 de l'OIV



Un programme complet d'événements est également prévu, dont un tournoi de golf avant le congrès et un barbecue texan.

Thème du congrès «Avoir confiance dans le commerce». Comme d'habitude, une brochette d'intervenants passionnants et de haut niveau sera présente. Parmi les sujets principaux à aborder:

- Economie et commerce: points positifs et compromis,
- Les questions de société
- Le marketing de demain: le e-commerce et la révolution dans l'emballage.
- Nutrition et vieillissement démographique – le rôle de la science et de l'alimentation
- Chaînes de valeur mondiales